



ENVIRONNEMENT

Baisses encourageantes des GES en Europe et en Chine

2 bonnes nouvelles pour commencer ce flash info :

La première vient d'Eurostat : au premier trimestre 2024, les émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'Union européenne ont affiché une **baisse de 4%** par rapport au même trimestre 2023. Les agents économiques à l'origine des baisses les plus marquées sont la **fourniture d'électricité et de gaz (-12,6%) et les ménages (-4,4%)**. Au niveau géographique, les réductions les plus importantes ont été observées en Bulgarie (-15,2%), en Allemagne (-6,7%) et en Belgique (-6,0%). Sur les **20 pays** qui, ont réduit leurs émissions, 8 ont enregistré une baisse de leur PIB (Tchéquie, Allemagne, Estonie, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche et Finlande), alors que les **12 autres ont réussi à réduire leurs émissions tout en augmentant leur PIB**.

La deuxième bonne nouvelle provient du site **Carbon Brief** qui nous informe que, pour la première fois depuis la pandémie de coronavirus, les **émissions trimestrielles de CO₂** de la Chine ont affiché une **baisse de -1% au T2 2024**. Si une partie de cette baisse tient au ralentissement du secteur de la construction, de la consommation de produits pétroliers (-3%), d'autres éléments moins conjoncturels sont à intégrer tels que la **mise en service de nouvelles capacités électriques renouvelables** (qui ont couvert 71% de la hausse de la demande depuis mars) et la hausse de la proportion de **véhicules électriques**. Comme nous le disions dans un précédent flash info, cela ne doit pas faire oublier que le marché du charbon est toujours en croissance, car très attractif. Cependant lors du **Plenum du Comité central** du parti communiste qui s'est tenu en juillet, la Chine a évoqué, **pour la première**, fois la question de sa **décarbonation**. Reste à savoir si des **objectifs** seront fixés et si oui, lesquels.



FINANCE DURABLE

30 fonds durables changent de nom

Le 14 mai dernier, l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) avait publié ses **lignes directrices** concernant les noms de fonds utilisant des termes liés au développement durable. En synthèse, les fonds souhaitant afficher des termes synonymes ou relatifs à la durabilité doivent être **composés d'un minimum de 80% d'investissements** répondant à des caractéristiques **environnementales** ou **sociales** ou à des **objectifs** d'investissement durable (cf flash info 83). L'objectif est de **garantir la protection des investisseurs** contre les allégations de durabilités non fondées ou exagérées à travers les noms des fonds.

Suite à cette annonce, **Morningstar**, agence spécialisée dans l'information sur les placements, a publié une étude sur les évolutions constatées suite à ces nouvelles exigences. Les **premières conclusions** montrent que **30 fonds** classés SFDR Article 8 (c'est-à-dire promouvant des caractéristiques environnementales et/ou sociales dans leurs investissements) ou classés SFDR 9 (c'est-à-dire avec des objectifs environnementaux ou sociaux) ont déjà **supprimé de leur nom les termes ESG ou durable**. Cela devrait se poursuivre dans les prochaines semaines et dans les prochains mois, car les lignes directrices de l'ESMA **entreront en vigueur le 21 octobre** prochain avec une période de transition jusqu'au mois de mai pour les fonds existants. Selon Morningstar, 2/3 des fonds concernés devront soit revoir leurs contraintes de gestion, soit changer de nom.

Carburants durables : entre espoirs et méfiance

Dans la traque aux GES, le secteur aérien est dans le viseur de plusieurs institutions. L'Union Européenne impose ainsi **l'incorporation progressive de SAF** (Sustainable Aviation Fuel) dans le kérosène des avions : 2% en 2025 – 6% en 2030 et au moins 70% en 2050. Voler avec 100% de ce « kérosène vert » permettrait de **réduire jusqu'à 80% des émissions de CO₂ sur l'ensemble du cycle d'utilisation par rapport au kérosène conventionnel**. Parmi les acteurs les plus impliqués, le **pétrolier finlandais Nesté** est aujourd'hui leader mondial dans la production de biocarburant. Depuis 2012, ses bioraffineries produisent 1,4 million de tonnes par an de carburant durable pour voiture et camion. Mais le géant s'est aussi attaqué au secteur de l'aviation et d'ici quelques mois il pourrait produire la **plus grosse quantité de SAF d'Europe**, à savoir 500 000 tonnes par an et projette même de doubler sa production d'ici fin 2026. Quels sont les **atouts du SAF**? Il est fabriqué à partir de matières premières durables (**graisses animales et huiles de cuissons usagées**) et son processus de raffinage est à **90% identique à celui du diesel renouvelable** des véhicules routiers. Si le modèle apparaît séduisant et prometteur il ne faut pas occulter pour autant **deux obstacles majeurs** : son coût et la disponibilité de la matière première. Le **prix moyen** de la tonne de SAF se négocie en effet autour de **2 500€ contre 1 000€** pour le kérosène traditionnel. Quant à la matière première, elle pourrait bien faire défaut, d'autant que la demande risque d'augmenter fortement, surtout si le secteur maritime se met en ordre de bataille. Ces **coûts et incertitudes** ont récemment amené **Air New Zealand** à suspendre son objectif de réduire ses émissions de 29% d'ici 2030. De son côté Nesté conscient des enjeux assure que sa R&D tourne à plein régime **pour trouver d'autres ressources possibles** telles que débris de bois, paille, algues, déchets industriels et autres carburants de synthèse.

Sources : Eurostat – Les Echos

Nombreux départs de membres de Climate Action 100+

Lancé fin 2017, l'initiative Climate Action 100+ regroupe plus de **600 investisseurs**, allant des géants mondiaux à des petites boutiques, gérant au total **68.000 milliards USD d'actifs**. Elle a pour objectif d'utiliser **l'influence des investisseurs** pour inciter les 100 entreprises les plus émettrices à baisser leurs GES. Leurs moyens? Les courriers, les dialogues, l'exercice de leurs droits de vote, les dépôts de résolution, les déclarations publiques etc.

Mais depuis plusieurs mois nombre de membres de poids quittent le navire. Après **JP Morgan** en février dernier, c'est au tour de **Goldman Sachs** de lâcher l'alliance fin août dans le sillage de nombreux autres dont **Alliance Bernstein**, Aristotle Credit, TCW Group, Vert Asset Management, Mellon Investment Corp, ou encore Water Asset Management. Il faut dire que depuis deux ans les **pressions du parti républicain aux Etats-Unis** sont fortes. Dernière en date : fin août, des membres républicains de la commission judiciaire de la Chambre des représentants des États-Unis ont demandé des informations à plus de 130 entreprises sur leur implication dans Climate Action 100+, les qualifiant de « **cartel ESG woke** ». En juin dernier, le Climate Action 100+ avait pourtant publié une déclaration en réponse à une audition reprochant le manque de sens fiduciaire de l'initiative ; elle y indiquait notamment que « *les investisseurs qui s'engagent dans la gestion des changements climatiques adoptent une approche de bon sens motivée par la recherche des meilleures rendements à long terme pour leurs clients et bénéficiaires* ». Il semble que cela n'ait pas suffi pour diminuer la pression.

Sources : ESMA – Climate Action 100+



GOUVERNANCE

ArcelorMittal actionnaire de référence de Vallourec

Début août, Arcelor Mittal a bouclé son opération lancée en mars dernier de **rachat de 65 millions d'actions Vallourec** au fonds américain Apollo. Coût : 955 millions €. Avec 27,5% du capital et 28,4% des droits de vote, le sidérurgiste français devient **l'actionnaire de référence** de l'équipementier tricolore spécialiste des tubes sans soudure. Le nouveau pacte d'actionnaires prévoit **l'entrée au conseil d'administration** de Vallourec de plusieurs administrateurs d'ArcelorMittal. **Le Directeur général d'ArcelorMittal** sera nommé **censeur** par le conseil, ce qui signifie qu'il participera aux débats mais que **sa voix sera seulement consultative** et non délibérative.

ArcelorMittal assure qu'il « *n'a pas l'intention de lancer une offre publique sur les actions restantes de Vallourec au cours des six prochains mois et en informera le marché si son intention venait à évoluer* ».

Cette prise de participation va lui permettre de **diversifier ses activités** sur le marché de la transition énergétique et de la décarbonation, via des technologies de stockage de l'hydrogène vert, de captage de CO₂ ou encore de la géothermie.

Téléperformance : refonte surprise en haut lieu

Suite au **départ inattendu** de l'indian Bhupender Singh, pourtant nommé codirecteur général il y a tout juste six mois et pressenti pour reprendre les rênes de la boutique en 2026, Daniel Julien a **créé la surprise** le 28 août en annonçant un **réorganisation** de son équipe de direction et de son conseil d'administration.

Le PDG, âgé de 71 ans, a en effet décidé de **dissocier les fonctions** de Président et Directeur général en conservant la Direction générale mais en lâchant la Présidence à Moulay Hafid Elalamy, homme d'affaire marocain et ancien ministre de l'Industrie du Commerce et du Numérique du Royaume. Il sera épaulé de près par **Thomas Mackenbrock**, en qualité de **Directeur général délégué**, lui-même ancien Directeur général de **Majorel**, dont Téléperformance a **bouclé l'acquisition** l'an dernier pour 3 milliards €. A terme c'est lui qui devrait reprendre les fonctions de directeur général suivant un **plan de succession** et un calendrier fixé par un comité dédié. Ce **club des cinq** devra être soudé et tenir le cap dans une **période chahutée** où le titre a perdu un tiers de sa valeur depuis le début de l'année et où l'IA générative pourrait mettre à mal plusieurs activités du leader mondial des centres d'appels et du service aux entreprises en solutions digitales.

Sources : La Tribune – Les Echos-Investir



EN BREF

◆ **Véolia** a obtenu la validation de ses objectifs par l'Initiative Based Target (SBTi). Cet organisme de référence en la matière a notamment salué l'objectif d'une réduction de 50% des émissions de scope 1 et 2 d'ici 2032 et la neutralité carbone en 2050.

◆ **Nestlé** : des résultats décevants mais aussi plusieurs scandales sanitaires auront eu raison du PDG du groupe Suisse. Annoncée le 22 août, la Présidence sera transmise dès le 1^{er} septembre au vice-Président.

◆ **Nordea Bank Abp** : le régulateur new yorkais a infligé une amende de 35 millions USD suite à de graves manquements à la conformité, dont des liens avec d'importants systèmes de blanchiment d'argent.

◆ **HSBC** a annoncé se séparer de 50 000 employés dans le cadre d'un plan de restructuration planétaire.

◆ **Indice SBF120** : en trois ans 25% des sociétés non contrôlées (sans détention majoritaire par un actionnaire de sièges, capital/droits de vote) qui avaient un PDG ont dissocié les fonctions de présidence du conseil et de direction générale.

◆ **BEI** : le Conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement a approuvé de nouveaux financements pour les secteurs de l'énergie et des transports. 5 milliards € iront aux secteurs de l'énergie, de l'eau et de la foresterie et soutiendront entre autres des projets d'acheminement d'énergies renouvelables entre des pays du nord de l'Europe, mais aussi de nouvelles installations de production d'énergie solaire au sud du continent.

◆ **Le Qatar** annonce un nouveau méga projet de centrales solaires.

◆ **Les Nations Unies** se sont accordées sur une feuille de route pour réformer le système fiscal international et mieux lutter contre l'évasion fiscale.

Les prochains grands rendez-vous :

18/09 – 08/10	- Semaine européenne du Développement Durable
25/09 – 05/10	- Semaine de la Finance Responsable
22/09 – 23/09	- Sommet de l'avenir de l'ONU
21/10 – 01/11	- COP16 Biodiversité
11/11 – 22/11	- COP29 Climat
25/11 – 01/12	- Traité mondial sur le plastique
02/12 – 13/12	- COP 16 Désertification

Toute l'équipe de Promepar AM vous souhaite une excellente rentrée



VOTRE CONTACT



Murielle HERMELLIN

Responsable ISR

Murielle.hermellin@bred.fr



www.promepar.fr



www.linkedin.com/company/25263774

PROMEPAR AM est signataire de

